



Maria PAULO



Renault Lardy



Renault Lardy



Isabel MACHADO

Pour que PEI stoppe ses pratiques scandaleuses, Pour que Renault fasse cesser cet acharnement,

Signons massivement la pétition de soutien à Maria et Isabel de PEI-Lardy (nettoyage)

Deux licenciements prononcés, deux autres salariées menacées de sanction : Ça suffit : il faut faire cesser tout cela !

Comme nous l'avons indiqué il y a dix jours, la direction de PEI poursuit sa stratégie de purge à Renault-Lardy. A peine 3 jours après avoir prononcé le licenciement pour faute lourde de Sergio et Anthony pour des motifs inventés de toute pièce, la direction de PEI s'en est pris à Maria PAULO chef d'équipe et Isabel MACHADO, chef de centre PEI à Renault Lardy.

Les 29 et 30 avril, elles ont été convoquées à un entretien pour une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Leurs collègues de PEI Lardy se sont mis en grève pour les accompagner et demandent qu'aucune sanction ne soit prononcée à leur rencontre. Une délégation d'élus de la CGT Lardy les a également accompagnées. Lors de ces entretiens, elles se sont vu reprocher les mêmes motifs tout aussi faux : Avoir caché du matériel, avoir dénigré l'entreprise PEI et avoir harcelé des salariés !

Or, Depuis la reprise du travail après leur grève le 2 avril, Isabel et Maria ont été « mise au placard » avec notamment l'interdiction de conduire les véhicules ! Elles ont demandé à leur responsable sur Lardy et par écrit à PEI qu'on leur redonne leurs attributions et leur matériel pour travailler normalement : refus de la direction de PEI. Ça fait 1 mois et demi que ça dure et ça, c'est un véritable harcèlement de la direction de PEI.

La nature de l'entretien et les motifs évoqués font malheureusement craindre le pire quant à la sanction que PEI s'apprête à prendre. Dans le cas de Sergio et Anthony, PEI n'a pas reculé parce qu'elle a eu le soutien de Renault, au travers des donneurs d'ordre de la prestation, appuyés mordicus par la direction locale.

Maintenant, il y en a assez ! Il faut stopper cette surenchère.

Sergio et Anthony ont été licenciés, la grève est terminée et les salariés ont repris le travail, Isabel et Maria n'ont rien fait d'autre que de soutenir leurs camarades menacés de licenciement en faisant grève... Alors pourquoi cette acharnement ? C'est totalement révoltant et il est nécessaire de faire cesser cet esprit revanchard tout de suite.

Forçons la direction Renault à intervenir immédiatement

Depuis le début la direction se réfugie derrière le même prétexte : « c'est de la gestion interne à PEI et nous n'avons pas à intervenir dedans ». Sauf que face aux méthodes de PEI, ce n'est plus tenable. À ce niveau-là, un refus d'intervenir deviendrait de la complicité.

Renault doit agir pour faire cesser ces pratiques nauséabondes qui consistent à répandre le mensonge, à faire régner un climat de terreur par des menaces de licenciement, à utiliser des syndicats « maison » pour casser une grève... Dernier exemple de l'attitude des « syndicats » de PEI : lors des entretiens pour sanction pouvant aller jusqu'au licenciement de Maria et Isabel, la direction PEI était représentée par la DRH et par un chef qui est un délégué du « syndicat » CFDT-PEI ! ...Quel beau mélange des genres entre direction et « syndicats » chez PEI !

Nous devons exiger de la direction de Renault qu'elle arrête de soutenir ces méthodes, qu'elle fasse en sorte que les entreprises sous-traitantes respectent le code du travail comme elle s'y est engagée dans sa « charte Ethique ». La direction Renault doit intervenir très fermement pour que cesse cette « chasse aux sorcières » et qu'Isabel et Maria puissent reprendre normalement leur travail à Lardy.

C'est pourquoi, nous appelons tous les salariés du site de Lardy, qu'ils soient Renault ou prestataires à signer massivement la pétition de soutien à Maria et Isabel. Elles ne doivent subir aucune sanction, elles doivent retrouver leurs fonctions et leurs postes de travail et la politique de terreur de PEI doit s'arrêter maintenant !

PÉTITION DE SOUTIEN À MARIA ET ISABEL

Nous, résidents du CTL, demandons :

→ QUE RENAULT INTERVIENNE DE TOUTE URGENCE AUPRES DE LA DIRECTION DE PEI POUR QU'AUUCUNE SANCTION A L'ENCONTRE DE MARIA PAULO ET ISABEL MACHADO NE SOIT PRISE ET QU'ELLES PUISSENT CONTINUER À TRAVAILLER NORMALEMENT SUR LE SITE DE RENAULT LARDY

Nom et prénom	Service / Entreprise	Signature

Retour par Fax : 01.76.89.04.05 ou EMAIL : cgtrenaultlardy@wanadoo.fr

Les méthodes insupportables de PEI

Deux salariés licenciés et maintenant deux nouvelles menaces : ce serait près de 10% de l'effectif PEI-Lardy qui risquerait de subir les foudres de leur direction ! Ce qui se cache derrière ces manœuvres scandaleuses du patron voyou PEI, c'est la répression des salariés qui refusent de courber l'échine ou de se taire sur leurs conditions de travail.

A la reprise du marché de Renault Lardy, PEI a fait « profil bas » et a tout fait pour bien se faire voir. Il en est tout autre depuis que PEI a « gagné » les marchés de Rueil et du Technocentre. Depuis cette date, la direction de PEI a montré son vrai visage.

Pour rappel les salariés PEI Lardy demandaient des choses simples : le remplacement des salariés absents, une juste répartition du travail entre eux, la fourniture de tenues de travail, du matériel et des produits de qualité et le versement du 13ème mois en une fois. Il en était manifestement trop pour la direction de PEI qui, au lieu de répondre à ces demandes, a choisi de « couper des têtes » et de lancer une véritable « chasse aux sorcières ».

La direction de PEI ne semble pas digérer que des salariés puissent s'organiser, dénoncer leurs conditions de travail et se mettre en grève. Alors, elle a montré qu'elle était prête à toutes les bassesses pour faire taire la moindre contestation. PEI a tout mis en œuvre pour opposer les salariés entre eux, créer des clans et faire régner un climat de terreur : diffamation, pétition obtenue par mensonges et pressions, utilisation de syndicats « maison », refus de rencontrer les grévistes après 3 semaines de grève... l'artillerie est complète. Et rien n'a été trop gros !

Des motifs farfelus pour licencier Sergio et Anthony

Après plusieurs motifs que la direction PEI a dû abandonner (réorga Renault, puis réorga interne) pour justifier leurs mutations, elle a convoqué Sergio et Anthony pour du soi-disant harcèlement. Un harcèlement simplement basé sur des accusations issues d'une pétition lancée par les « syndicats maison PEI ». Une pétition signée notamment par plus de 10 « syndicalistes » PEI n'ayant jamais mis les pieds à Lardy et dont on se demande bien comment ils ont pu être harcelés ! Une pétition que l'inspection du travail a dénoncé fermement : « l'enquête menée sur le site, nous a amené à nous interroger sur les conditions de signature de cette pétition, et les éléments recueillis, ne nous ont pas permis de mettre en lumière l'existence d'un harcèlement dont M. DO COUTO MACHADO et M. ALVES seraient les auteurs. Le licenciement éventuel de ces 2 salariés sur ce fondement ne semble pas plus justifié ».

Cela n'a pas empêché PEI de les licencier en rajoutant une couche ! Dans la lettre de licenciement, la direction de PEI a sorti du chapeau tout un tas de motifs tentant de montrer que Sergio et Anthony discréditaient et faisaient tout pour nuire à l'entreprise PEI :

- Les salariés PEI Lardy se plaignent de travailler avec des tenues de travail inadéquates : pas la faute de PEI, ce serait la faute de Sergio et Anthony « vous refusiez de leur fournir le matériel nécessaire et les tenues de travail »
- Les salariés se plaignent de travailler avec des produits inefficaces : pas la faute de PEI, ce serait Sergio et Anthony qui obligeaient « certain salariés à travailler avec des produits beaucoup trop dilués, voir avec de l'eau » (sic).

Tout cela soit cesser ! Après le licenciement par Samsic de Bruno Richer (pour refus d'une mutation qui avait tout d'une sanction déguisée), après les licenciements de Sergio et Anthony, nous ne pouvons pas laisser les choses aller encore plus loin. Si de telles méthodes se développent, que des directions ou des entreprises de prestation se débarrassent de salariés sous n'importe quel prétexte et que la direction Renault laisse faire, c'est la porte ouverte à tous les abus.

**Nous sommes tous concernés par ce qui se passe pour nos collègues de PEI
Toutes sanctions contre Maria et Isabel seraient inadmissibles.**

**Ne laissons pas l'injustice et l'arbitraire se développer sur notre site.
Continuons à leur apporter notre soutien ! La direction Renault doit intervenir immédiatement
Signons et faisons signer massivement la pétition de soutien à Maria et Isabel.**

- Les salariés ont été changés de secteurs : ce n'est pas une décision de PEI mais Sergio et Anthony qui déplaçaient « sans aucune raison certains salariés en les retirant de zones ou de locaux qu'ils connaissent bien pour les affecter à des secteurs nouveaux et inconnus d'eux ; de telles initiatives ne répondant à aucune nécessité ni demandes particulières n'ont pour objectif que de faire en sorte que les salariés concernés soient démotivés et que les locaux bien entretenus ne le soient plus afin que le client soit mécontent »

Demandez au salarié de PEI-Lardy chargé du nettoyage de votre bâtiment, qu'il ait fait la grève ou non, et il vous répondra qu'en aucun cas, ces prérogatives n'étaient de la responsabilité de Sergio ni d'Anthony, uniquement chargés du nettoyage des installations industrielles !

Pour Maria et Isabel, c'est la même méthode !

Les entretiens de Maria et Isabel, ont montré que c'étaient globalement les mêmes faits qui leur étaient reprochés :

- Avoir caché du matériel : on se demande bien quelle hiérarchie aurait le moindre intérêt à ne pas distribuer de matériel s'il était réellement disponible ? On sait tous par exemple que des produits non-dilués sont arrivés comme par magie pendant la grève alors qu'avant, ils étaient dilués à l'agence PEI avant d'arriver à Lardy. Alors à moins de les faire évaporer, on ne voit pas comment elles auraient pu donner des produits de qualités à leurs collègues !
- Avoir harcelé des salariés : Aucune réponse de la direction de PEI quand il a été demandé en quoi consistait exactement ce « harcèlement » et quels étaient les salariés qui s'en plaignaient ?
- Avoir dénigré l'entreprise PEI : la direction de PEI semble « confondre » aisément tout droit que peut avoir un salarié à critiquer son entreprise avec la volonté de nuire à la société... !

En fait, c'est un véritable déni du droit de grève qui se cache derrière tout cela. Qu'une chef de centre et une chef d'équipe fassent grève contre les mutations de Sergio et Anthony et refusent que de les méthodes de PEI soient appliquées, c'est inadmissible pour PEI. Et sa seule réponse, c'est une convocation pour sanctions.

La direction Renault doit intervenir

La direction Renault se retranche derrière l'impossibilité d'intervenir dans les décisions d'une entreprise sous-traitante. A ce niveau-là, ce n'est plus de l'hypocrisie, c'est du cynisme ! Qui peut croire que Renault n'a pas les moyens de taper du poing pour faire en sorte que PEI respecte le droit du travail et les salariés qu'elle emploie ? C'est cet engagement que la direction générale de Renault a pris dans sa « charte éthique ». Quand la direction locale a été interpellée sur cette question, elle a juste noté qu'il n'était valable qu'au moment de l'appel d'offres ! Il suffirait donc aux entreprises sous-traitantes de dire, lors de l'appel d'offres, qu'elles respecteraient le code du travail. Après, et bien, elles feront ce qu'elles veulent !

Ce que nous voyons dans ce conflit PEI, ce sont des donneurs d'ordres Renault qui soutiennent la direction de PEI. Qui reprennent les mêmes arguments fallacieux (s'il y a des problèmes, c'est la faute des hiérarchiques PEI sur place), répandent les rumeurs sur les soi-disant « clans » (voire pire...) et font « ami-ami » avec les syndicats « maison » de PEI. Et la direction locale n'y trouve rien à redire. Bien au contraire, puisqu'elle ne cesse de couvrir ces agissements.